Intelligentsia d'origine maghrébine en circulation

Positionnement et engagement des nouvelles migrations

Aïssa Kadri

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/913>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.913

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2012

Pagination : 18-27

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Aïssa Kadri, « Intelligentsia d'origine maghrébine en circulation », *Hommes & migrations* [En ligne], 1300 | 2012, mis en ligne le 01 novembre 2014, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/913> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.913

Intelligentsia d'origine maghrébine en circulation

Positionnement et engagement des nouvelles migrations

Par Aïssa Kadri, professeur de sociologie, université Paris-VIII

Le domino est très populaire en Algérie. Un jeu qu'on pratique dans les cafés.
Bab El Oued, avril 2011 © Camille Millerand.

De nouvelles circulations apparaissent chez les intellectuels maghrébins en fonction des représentations que ces diplômés à haut potentiel se font de leur espace de départ et de leur destination. Leur mobilité est hautement stratégique, car fondée sur une décision politique. Qu'elles choisissent d'œuvrer pour leur pays d'origine ou d'assumer la distance à l'égard de celui-ci, les élites conservent une responsabilité de poids : celle de rendre intelligibles les évolutions et les contradictions du monde contemporain.

Sans trancher dans le débat de savoir si les processus actuels de transformation à l'échelle mondiale relèvent d'un changement de nature ou de l'accélération de l'évolution du capitalisme, il faut admettre que ces processus ont profondément affecté les sociétés, bouleversé les équilibres socio-économiques et culturels, cassé les compromis sociaux et politiques qui prévalaient jusque-là, et mis à nu l'incapacité des États à formuler des réponses et à promouvoir les adaptations exigées par les nouvelles configurations socio-économiques à l'échelle locale, nationale et internationale.

L'internationalisation du capital sous ses dernières formes se fait de manière concomitante avec des exigences territoriales de plus en plus fortes. Mondialisation et exigences locales se répondent comme en écho. Cela se développe soit sous la forme de revendications identitaires, sociales et économiques territorialisées, soit sous la forme d'imposition de règles, de politiques et d'actions exogènes qui soumettent les logiques locales ou du moins leur assignent une place définie. Dans ces processus, les différents groupes sociaux, acteurs et institutions sont interpellés dans leurs adaptations à ces tensions qui peuvent s'analyser comme une dénationalisation de l'État social, comme un affaiblissement de l'État ou comme des compétitions territoriales visant, à travers des processus compétitifs de valorisation auprès des instances centrales ou supranationales, la recherche de nouveaux équilibres socioculturels, économiques, financiers, et de nouvelles responsabilités.

Ces changements structurels, économiques, sociaux, politiques, survenus dans le monde ont défini de nouveaux comportements et représentations des groupes sociaux migrants⁽¹⁾ et ont inscrit dans l'espace transnational des formes circulatoires nouvelles⁽²⁾, incorporant les anciens schémas de déplacement migratoires et développant dans le même temps des modalités et des pratiques novatrices⁽³⁾ mobilisées par des acteurs à capital culturel élevé. On assiste donc à l'émergence d'une nouvelle génération de migrants qui s'est substituée à l'ancienne génération paysanne et ouvrière⁽⁴⁾ qui constituait le gros de l'immigration avant les années 1980.

Ces formes migratoires nouvelles se sont élargies ces dernières décennies au sud de la Méditerranée, amorçant des dynamiques nouvelles libérées par l'emprise d'une mondialisation inégale qui assigne à ces espaces, au-delà des intentions et des discours, des places bien définies. Ces nouveaux migrants se recrutent aussi bien dans certaines catégories de diplômés des universités que dans les élites établies, désenchantées par l'échec des politiques nationales de développement.

Le profil sociologique de ces nouveaux migrants agrège ainsi de nombreux groupes qui vont des diplômés chômeurs aux cadres, médecins, informaticiens, ingénieurs en activité, en passant par les laissés-pour-compte vivant dans des situations de domination, de violence, de précarité et d'exclusion⁽⁵⁾. Cette nouvelle migration devient de plus en plus féminisée, comprenant des jeunes femmes plus diplômées

qui marquent leur distance, pour une grande partie d'entre elles, à l'égard des valeurs et des normes locales dominées par la tradition et le conservatisme.

Les stratégies et les pratiques sociales de ces groupes sociaux et de ces "acteurs" se redéfinissent en fonction de ces déterminations et de ce nouveau contexte. Elles semblent se déployer sur de nouvelles échelles d'action. Elles questionnent le rôle des États et des espaces de pouvoir. La complexité des exigences et des interférences sur des territoires dont il faut penser les frontières en mouvement nécessite de saisir les dynamiques en œuvre, les relations entre les individus et les groupes sociaux, et les relations entre ces derniers, les territoires et les États.

L'apparition de nouveaux circuits

À partir de la compréhension des conditions sociologiques qui déterminent les raisons des départs et, aussi, de la saisie des circuits et des configurations migratoires⁽⁶⁾, à la fois fortement contrastés mais aussi souvent enchevêtrés, et des logiques d'insertion qui se mettent en place, on peut tenter de rendre compte du mouvement, des interrelations et des interactions qui mettent en jeu continuellement ces groupes de migrants dans l'interface pays d'origine/pays d'accueil/pays de transit.

On observe ainsi, en partant aussi bien des conditions internationales, nationales et locales que des réseaux sociaux, des ressources mises en œuvre ou des capitaux dont sont porteuses ces catégories sociales, que se définissent des parcours migratoires de plus en plus atypiques, complexes, scandés par des espaces de transit et d'interaction qui dessinent des circulations nouvelles. Celles-ci sont reconfigurées par le contexte socio-économique et par la situation politique locale et régionale. Elles se déploient pour partie dans un cadre régional : dans l'espace maghrébin/arabe, dans l'espace ouest Atlantique ou entre ces deux derniers. On observe de plus en plus une migration intellectuelle intrarégionale des jeunes diplômés du Maghreb ou d'Afrique de l'Ouest. Certains diplômés tunisiens, par exemple, vont de plus en plus en Mauritanie et au Maroc et, inversement, les Marocains se retrouvent aussi plus nombreux en Tunisie. De même, les étudiants sénégalais ont tendance à diversifier leurs destinations au Maghreb et dans le Proche-Orient. Certains étudiants post-gradués et diplômés algériens vont en Tunisie et au Maroc et de plus en plus dans les pays du Golfe, voire en Indonésie et en Malaisie. Ces circulations sont ensuite redéfinies par les politiques publiques à l'égard des immigrations du Sud dans l'espace Schengen.

Dans cet ordre d'idée, la France apparaît pour beaucoup comme un espace de transit avant d'autres destinations, comme le Canada, les États-Unis ou les pays du nord de l'Europe. On relève aussi, à l'inverse, le développement d'une circulation intra-

européenne, pas encore très intense, à l'intérieur de l'espace Schengen : après un passage en France, certains diplômés s'installent en Belgique, aux Pays-Bas, en Espagne, voire en Grande-Bretagne. À l'opposé, d'autres venant d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie ou de pays du Nord s'installent en France. L'Italie comme l'Espagne passent de terres d'émigration à terres d'immigration. Dans ces pays, si la part des Maghrébins et des Africains a eu tendance à stagner ces dernières années, elle a significativement augmenté dans la dernière décennie. On voit se constituer, notamment en Italie et en Espagne et dans les pays du nord de l'Europe, de petites communautés intellectuelles maghrébines.

Parce que ces circulations ne sont pas désincarnées et qu'elles dynamisent un large mouvement d'idées, de savoirs, de contacts culturels, elles sont l'objet de multiples réinterprétations et accommodations de la part des individus, des groupes et des sociétés. Les engagements des intellectuels ne sont pas sans développer de nouvelles logiques. Prédéterminés par la situation et les conditions socio-économiques et culturelles, ils sont portés par des stratégies qui se déploient à l'échelle internationale et s'inscrivent ainsi dans des circulations articulées sur des réseaux sociaux construits en fonction d'intérêts, d'objectifs et de référents qui se chevauchent, se recouvrent, s'interpénètrent selon les contextes et les rapports de force.

Représentations et ruptures générationnelles

Les représentations des groupes migrants ne peuvent être spécifiées que dans leurs rapports à l'ici et à là-bas, dans une perspective de rupture ou de continuité avec celles des précédentes générations immigrées.

Une fois la destination ultime confirmée, se développent chez ces élites des logiques qui ne peuvent être comprises qu'en tenant compte du fait que leurs représentations, leurs pratiques, leurs stratégies se structurent en fonction du rapport au pays d'origine dans le déni ou la reconnaissance. On n'est plus face à des logiques "de retour" intériorisées tout au long du processus émigration-immigration des premières générations. Le rapport au pays "d'origine" s'inscrit le plus généralement dans l'émancipation vis-à-vis du national. Il procède le plus souvent soit d'une absence/occultation, d'une amnésie programmée, soit d'une présence massive, non formulée et vécue de la même manière que les anciennes migrations. Les positionnements, les engagements comme les actions se veulent politiques.

On a, d'un côté, ceux qui développent des pratiques diversifiées d'investissement – associatives, économiques, culturelles, caritatives –, souvent appuyées sur la

communauté d'origine, à destination du pays voire de la région d'appartenance. De l'autre, ceux qui se situent dans des stratégies d'insertion locale, qui n'envisagent le rapport au pays que dans la distance ou dans la rupture et rationalisent leur attitude par l'identification au modèle politique local, avec pour conséquence le rejet du système politique en place.

Ces représentations doivent également au contexte de la mondialisation : elles s'y retrouvent, s'y opposent de fait, contournent les nouvelles règles ou s'y adaptent. De ce point de vue, les actions et les interférences des États, pour contraignantes qu'elles soient, en limitant la constitution d'espaces autonomes pouvant peser sur l'établissement de passerelles en vue de la construction du projet démocratique, n'oblitérent pas les possibles. Elles apparaissent même dans certains cas, par la force des contraintes qu'elles mettent en œuvre, à la base de dynamiques nouvelles.

Pour comprendre les rapports entre les sociétés d'émigration et leurs émigrés, il faut prendre en compte le processus d'autonomisation (relative) par rapport à leur État d'origine, dans lequel se trouve engagées les populations émigrées en Europe et particulièrement en France. C'est bien dans ce processus d'autonomisation, où les sociétés locales se trouvent en porte-à-faux par rapport à une immigration qui, en

s'émancipant, montre une autre voie, que se trouvent les déterminants des évolutions, des contradictions et des conflits potentiels.

Ainsi, on ne peut saisir les dimensions de la querelle que les sociétés de départ entretiennent souvent à l'égard de leurs concitoyens émigrés, si on ne prend pas

**Le traitement par un État
laïque de la place de l'islam
dans une société sécularisée
n'est pas indifférent
à l'évolution des sociétés
du Maghreb.**

en compte l'effet "perturbateur" de l'émigration. En ce sens, l'effet le plus marquant est de modifier les frontières sociales qui séparent les groupes en donnant aux émigrés les moyens d'une promotion venant de l'extérieur⁽⁷⁾.

On peut avancer l'hypothèse que l'un des termes du conflit, sinon le principal, est celui du niveau d'autonomisation des populations immigrées. De ce point de vue, le pays d'accueil joue un rôle fondamental dans ce processus : plus celui-ci est soutenu, plus l'immigration peut s'émanciper des pouvoirs locaux, et plus elle peut se présenter comme un modèle d'adaptation au monde moderne, comme une alternative. Ce n'est souvent pas le cas quand on voit les tentatives de contrôle par les États des communautés immigrées à travers l'enseignement des langues et la désignation des imams. C'est bien parce que l'immigration intellectuelle va le plus loin dans ce processus d'autonomisation, dans la mesure où la décision d'expatriation s'exprime de plus en plus comme une rupture politique, qu'elle apparaît comme le lieu nodal où se

manifeste aujourd'hui avec le plus de virulence le conflit des sociétés avec leur intelligentsia en immigration.

Interrelations : la place de l'islam

Ces nouvelles migrations, comme l'installation durable des populations originaires de ces pays dans les pays du Nord, voire leur "naturalisation", mettent au cœur du débat, dans l'interrelation de processus sociohistoriques contradictoires et décalés dans le temps, l'expérience réciproque de la "modernité". La question de la place d'une religion minoritaire que représente l'islam, pourtant déjà présente dans l'histoire de la France impériale, dont les manifestations les plus apparentes ou les plus médiatisées témoignent davantage, et de manière paradoxale à travers leurs soubresauts, d'une sécularisation en train de se faire que de replis ou de radicalisations, n'est pas sans effets, ni sans échos, dans la manière dont elles sont traitées, sur les sociétés du Sud.

Le traitement par un État laïque de la place de l'islam dans une société sécularisée n'est pas indifférent à l'évolution des sociétés du Maghreb. Inversement, leurs blocages se répercutent toujours dans les sociétés du Nord. On le voit, à l'évidence, il y a plus de proximité que de distance culturelle entre les deux rives de la Méditerranée. Et si le communautarisme est bien ici la tentation de certains groupes sociaux, il procède aussi du regard de la société dominante, où des personnes, pour une large part faiblement croyantes ou pratiquantes, sont indexées automatiquement à leur appartenance religieuse. La réalité des groupes sociaux référés à l'appartenance religieuse musulmane recouvre une diversité d'orientations, de pratiques sociales et de représentations. Les périphéries urbaines des grandes métropoles relèvent à ce titre davantage de processus d'ethnisation et d'espaces d'exclusion sociale, que d'enfermement religieux.

De l'autre côté, sur la rive Sud, en contrepoint de ces processus, l'alternative n'apparaît déjà plus, sous l'effet de ces circulations transnationales et de ce qu'elles redéfinissent au contact de l'Occident, d'opposer un islam d'État contrôlé par des institutions organiques à l'islam politique. Elle tend à se diversifier à travers l'engagement d'intellectuels diasporiques "métissés", déjà inscrits dans le processus de sécularisation, dont l'action est d'autant plus influente qu'elle est déterritorialisée, ou celui de nouveaux intellectuels "musulmans" – mondialisés aussi bien à travers leurs affiliations que par leur pratique des moyens modernes de diffusion – qui, à travers l'ambiguïté de leurs positionnements et de leur double discours pour certains, peuvent paradoxalement, dans l'espace de sociétés démocratiques, situer les vrais enjeux et clarifier les débats.

Une nouvelle figure : “l’intellectuel métissé”

Les questions posées dans le champ intellectuel transnational par ces “nouveaux intellectuels” témoignent-elles d’un débat qui a traversé toutes les communautés intellectuelles, et surtout celles qui ont connu les déchirures de l’exil ? Ou bien a-t-on là l’expression de l’incapacité des intellectuels à gagner leur autonomie vis-à-vis des pouvoirs et à produire du sens pour des sociétés en quête d’identité ? Cette expression se manifestant, d’un côté, par un repli/enfermement et, de l’autre, par l’inscription d’une fraction de l’intelligentsia dans un processus de “mondialisation intellectuelle⁽⁸⁾”. Ou bien, enfin, les tendances sont-elles plus nuancées et des passerelles – franco-maghrébine, franco-africaine, maghrébo-africaine, méditerranéenne – sont-elles en train de se constituer comme espaces de médiation, de tissage de liens solidaires, dessinant des alternatives aux autoritarismes et aux populismes de tous genres ?

Les oppositions, les fragmentations que l’on voit se dessiner entre les élites diasporiques et celles restées sur place sont sans doute nécessaires au développement d’un espace de contestation et d’altercation potentiellement producteur d’un champ intellectuel et d’une intelligentsia porteuse de sens, qui puisse situer les véritables enjeux. Mais le risque est de s’épuiser dans des débats de cénacle et d’être déconnecté par rapport aux situations sociales et aux contextes. La première fracture, sinon la plus importante, est générationnelle.

Tout se passe comme si le cadre intellectuel et politique, les référents fonctionnaient, pour nombre d’intellectuels restés sur place, dans le carcan de l’État-nation, d’un nationalisme crispé, alors que la question centrale est celle de l’affirmation d’une citoyenneté active qui, pour le moins, devrait transcender les frontières des espaces régionaux.

Or, à l’échelle locale, les enfermements nationaux et communautaires semblent prévaloir. Sans doute le radicalisme de la distance, aujourd’hui comme hier, peut-il, sinon être porteur d’alternatives à la domination autoritaire ou à la fermeture ethnique, du moins fonctionner comme un aiguillon en nommant les choses et en situant les blocages. Mais la déterritorialisation de l’action intellectuelle court aussi le risque, à travers l’inscription dans les normes éthiques transnationales et supra-ethniques, de succomber à l’air du temps et de légitimer une figure de l’universel qui ne pourrait être que l’envers de nouvelles formes de domination à l’échelle du monde⁽⁹⁾. On voit ainsi se dessiner une nouvelle figure de l’intellectuel, “l’intellectuel métissé”, qui participe de cette culture du mixte qui se construit dans les espaces du Nord. Cette figure s’inscrit dans ces nouvelles diasporas intellectuelles et développe une forme d’insertion homologique à celle qui avait prévalu pour les élites –

“bourgeoises” – issues des immigrations dans les années 1980 en France, avec la même caractéristique, celle d’une coupure avec la base sociale qui les porte.

Dans le même sens, certaines catégories de ces élites vont être “intégrées” dans les systèmes économiques sociaux et culturels des pays de destination et mobilisées à destination des pays de départ, développant par là même de nouvelles formes de contrôle et de domination. Tout se passe comme si, à une internationalisation des systèmes productifs se hiérarchisant par délocalisation, correspondait, par homologie, une internationalisation, elle-même également hiérarchisée, des systèmes de formation. À cet égard, l’avenir des pays du Maghreb et de l’Afrique tout comme celui de leurs élites est de n’exister qu’à la marge, dans la dépendance, en tant que “vivier” de forces de travail “dégrossies” localement.

On voit déjà, à ce titre, se déplacer et se fermer les frontières économiques, politiques et culturelles, et s’approfondir les fractures intellectuelles culturelles et politiques entre les élites restées sur place et celles en diaspora, entre différentes catégories de l’intelligentsia, entre les membres de l’intelligentsia et les sociétés.

Printemps arabes et “diasporas intellectuelles”

Les mouvements sociaux qui ont affecté ces derniers mois les pays du “monde arabe”, dans de nouvelles formes de radicalité, de pratiques et d’actions, ne sont pas le fruit du hasard. Ces processus se fondent sur le désenchantement qui a suivi l’échec des nationalismes développementalistes à la fin des années 1970, sur le reflux du “tiers-mondisme”, la montée des mouvements identitaires sous l’effet de l’emprise d’une mondialisation inégale. Ils s’appuient également sur les influences “diasporiques” portées par les moyens modernes de communication.

Les nouvelles formes d’action collective émergent sur la rive sud de la Méditerranée dans un contexte socio-économique et politique nouveau, dans un espace-temps de transformation des processus migratoires, de transnationalisation, d’élargissement du champ de la communication. Le développement des NTIC, des télé satellitaires, d’Internet, permet l’expression de liens nouveaux entre les mouvements sociaux, les mouvements associatifs, l’international et les diasporas.

Les contestations et les mouvements sociaux, qui étaient en creux dans un mouvement associatif effervescent déjà présent, se sont développés et radicalisés dans les “pays arabes”. C’est dans ceux où le mouvement associatif était sinon le plus dynamique du moins le plus présent, que les contestations ont trouvé des appuis. Ces appuis ont permis le développement des réseaux sociaux et ont été d’autant plus

efficaces qu'ils avaient des liens avec l'international qui, tout en leur permettant une plus grande professionnalisation, leur a assuré une plus grande autonomisation. Ainsi se configure progressivement un espace public plus virtuel que réel, mettant au centre des débats les thèmes, les problèmes et les questions au fondement des processus démocratiques, dévoilant et mettant en contradiction l'unanimité et l'exclusivisme de façade qui prévalaient jusque-là dans les pays de la rive Sud. En lien avec la crise de légitimité institutionnelle, apparaissent de nouvelles formes d'identification, principalement celles de la jeunesse à la recherche de nouveaux repères, de reconnaissance et de nouvelles formes de participation à la vie de la cité. La dimension symbolique, exprimée par des demandes de dignité et de reconnaissance, tend à subsumer les revendications proprement matérielles, même si celles-ci restent souvent l'élément mobilisateur et déclencheur. Est ainsi posée de manière centrale la question des modes d'articulation de ces contestations avec les intellectuels qui peuvent leur donner sens. ■

Bibliographie sélective

- Badie Bertrand et Withol de Wenden Catherine, *Le Défi migratoire. Question de relations internationales*, Paris, Presses de la FNSP, 1993.
- Badie Bertrand, *La Fin des territoires*, Paris, Fayard, 1995.
- Bayart Jean-François, Adelhah Fariba, *Voyages du développement. Émigration, commerce, exil*, Paris, Karthala, 2007.
- Streiff-Fenart Valérie et al., *Les Étudiants étrangers en France. Trajectoires et devenir*, rapport pour la DPMI, université de Sophia-Antipolis, décembre 1995.
- Fassin Didier, Fassin Éric (dir.), *De la question sociale à la question raciale. Représenter la société française*, Paris, La Découverte, 2007.
- Geisser Vincent (dir.), *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs*, Paris, CNRS, 2000.
- Hoppenot Éric, Million Alain (dir.), *Levinas Blanchot, penser la différence*, actes du colloque, UNESCO 13-16 novembre 2007, Paris, PUF, 2008.
- Kadri Aïssa, *Parcours d'intellectuels maghrébins*, Paris, Karthala, 1999.
- Lacroix Thomas, "Espace transnational et territoires. Les réseaux marocains de développement", thèse de doctorat en géographie, université de Poitiers, 2003.
- Leclerc Gérard, *La Mondialisation culturelle. Les civilisations à l'épreuve*, Paris, PUF, 2000.
- Ma Mung Emmanuel, Simon Gildas, *Commerçants maghrébins et asiatiques en France*, Paris, Masson, 1990.
- Moujoud Nasima, "Migrantes, seules et sans droits, au Maroc et en France. Dominations imbriquées et résistances individuelles", thèse de doctorat en anthropologie sociale et ethnologie, Paris, EHESS, 2005.
- Peraldi Michel (dir.), *La Fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2002.
- Portes Alejandro, "Immigration theory for a new century: some problems and opportunities", in *International Migration Review*, vol. 31, n° 4, 1997.
- Portes Alejandro, *Migration and Social Change, Some Conceptual Reflections*, Princeton, Princeton University, 2008.
- *Revue française des affaires sociales* (RFAS), numéro spécial "Circulations migratoires", 2004.
- Sayad Abdelmalek, *La Double Absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999.
- Simon Valérie, "La migration des étudiants maghrébins en France et ses transformations (1962-1994)", thèse de doctorat en histoire, université de Paris-VII, 1997.
- Tarrius Alain, *La Mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades des économies souterraines*, Paris, Balland, 2002.
- Tarrius Alain, *La Remontée des Sud. Afghans et Marocains en Europe méridionale*, La Tour d'Aigues, éd. de l'Aube, 2007.

Notes

1. Alejandro Portes, "Immigration theory for a new century : some problems and opportunities", in *International Migration Review*, vol. 31, n° 4, 1997 ; Alejandro Portes, *Migration and Social Change, Some Conceptual Reflections*, Princeton, Princeton University, 2008 ; Bertrand Badie, Catherine Withol de Wenden, *Le Défi Migratoire. Question de relations internationales*, Paris, Presses de la FNSP, 1993 ; Bertrand Badie, *La Fin des territoires*, Paris, Fayard, 1995.
2. *Revue française des affaires sociales* (RFAS), numéro spécial "Circulations migratoires", 2004.
3. Michel Peraldi (dir.), *La Fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2002 ; Alain Tarrius, *La Mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades des économies souterraines*, Paris, Balland, 2002.
4. Abdelmalek Sayad, *La Double Absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999.
5. Nasima Moujoud, "Migrantes, seules et sans droits, au Maroc et en France. Dominations imbriquées et résistances individuelles", thèse de doctorat en anthropologie sociale et ethnologie, Paris, EHESS, 2009.
6. Emmanuel Ma Mung, Gildas Simon, *Commerçants maghrébins et asiatiques en France*. Paris, Masson, 1990.
7. Abdelmalek Sayad, *op. cit.*
8. Gérard Leclerc, *La Mondialisation culturelle. Les civilisations à l'épreuve*, Paris, PUF, 2000.
9. Éric Hoppenot, Alain Million (dir.), *Levinas Blanchot, penser la différence*, actes du colloque, UNESCO, 13-16 novembre 2007, Paris, PUF, 2008.